



**Opération :
Création d'un office du Tourisme sur le site des anciens abattoirs de la
ville d'AUXONNE**

**Adresse :
2, Place de l'ilotte
21130 AUXONNE**

**MISSION DE
CONTRÔLE TECHNIQUE**

Cahier des Charges

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 2 - INTERVENTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE	3
ARTICLE 3 - CONDITIONS D’EXECUTION DU CONTROLE	5
ARTICLE 4 – ACTES TECHNIQUES CORRESPONDANT AUX PHASES D’INTERVENTION DU CONTRÔLE TECHNIQUE (SUIVANT ANNEXE A – NORME NFP 03-100).....	6
ARTICLE 5 - RESPONSABILITE	7
ARTICLE 6 - RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE	7
ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE.....	7
ARTICLE 8 – MODE ET DELAI DE REMISE DES DOCUMENTS	7
ARTICLE 9 – COUT PREVISIONNEL DE L’OPERATION.....	7
ARTICLE 10 – CALENDRIER PREVISIONNEL DE L’OPERATION	8

ARTICLE 1 - OBJET - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions des articles L. 111-23 à L.111-26 et R.111-38 à R.111-42 du Code de la Construction et de l'Habitation et portant sur les natures et domaines définis à l'article 3 ci-après pour la conception et l'exécution des travaux de construction et d'aménagement.

Le présent contrat fait également référence aux documents suivants :

- Cahier des clauses et conditions générales d'intervention établi par le Comité des Organismes de Prévention et de Contrôle Technique (COPREC), décret n° 99-443 du 28 mai 1999.
- Norme AFNOR NF P 03-100 du 20 septembre 1995.

Le projet consiste en la création d'un office de tourisme dans les bâtiments des anciens abattoirs de la ville d'Auxonne

1.2 – Intervenants

1.2.1 – Collectivité contractante

Communauté de communes Auxonne Pontailier Val de Saône
Ancienne route Nationale B.P.80055
21130 Auxonne

1.2.2 – Ordonnateur

Madame la présidente de la Communauté de Communes Auxonne Pontailier Val de Saône

1.2.3 – Maîtrise d'œuvre

L'équipe de maîtrise d'œuvre est le cabinet d'architectes ARCHIDUCS, 10 rue courte épée 21000 DIJON.

1.2.4 – Coordonnateur SPS

Une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé, de niveau 2, est prévue.

1.2.5 – Autres intervenants

Sans objet.

1.3 – Procédure de passation du marché

Marché à procédure adaptée.

1.4 – Dispositions générales

Le mode de dévolution des travaux est prévu en lots séparés.

ARTICLE 2 - INTERVENTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Les interventions du contrôleur technique comportent les missions suivantes :

2.1 Missions de base

Ces missions de bases sont définies dans l'annexe A de la Norme NFP 03-100.

2.11 - Mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- Les ouvrages de fondation ;
- Les ouvrages d'ossature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert ;
- Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

2.12 - Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP ou IGH

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission SEI, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

La mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiqués au Contrôleur technique et visés au point de vue de la sécurité des personnes par le règlement de sécurité ERP ou le règlement de sécurité IGH.

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique de construction formule un avis sur la notice de sécurité établie par les constructeurs et destinée à être jointe à la demande de permis de construire.

Relèvent ainsi de la mission du contrôleur technique :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel ;
- Les installations électriques (courants forts) ;
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- Les garde-corps et fenêtre basses.

2.2 Missions complémentaires

Ces missions complémentaires sont définies dans l'annexe A de la Norme NFP 03-100.

2.21 - Mission Hand portant sur les conditions d'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

Cette mission intègre l'établissement de l'attestation d'accessibilité en fin de travaux (Mission ATT-HAND).

2.22 - Mission LE relative à la solidité des existants

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic, au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

2.23 - Mission VIEL – CONSUEL

Rappel des missions :

- **VIEL** Vérification initiale prescrite à l'article R.4226-14 du Code du Travail lors de la mise en service des installations.
- **CONSUEL** Vérification de la conformité des installations électriques préalable à la mise sous tension par un distributeur d'électricité selon le décret 72-1120 du 14/12/1972 modifié par les décrets n° 2001-222 du 06/03/2001 et n° 2010-301 du 22/03/2010.

La vérification porte sur la conformité à la réglementation de l'installation, récepteurs compris de l'installation ou de la partie nouvelle de l'installation dans le cas d'une modification de structure.

Le contrôleur technique agit au titre de vérificateur technique. Ses interventions ne se substituent ni aux activités des architectes, bureaux d'études ou aux constructeurs, ni aux prestations des entreprises ou services techniques chargés d'assurer la gestion, l'exploitation ou la maintenance des installations.

Il est également attendu du contrôleur technique d'être un facilitateur auprès des assurances et de soutenir le projet.

2.25 - Mission BIOSOURCES

La mission « biosourcés » constitue une mission de vérification technique complémentaire dans le cadre de l'obtention du label « Bâtiment biosourcé » de niveau 3 du projet. L'objectif de cette mission est de sécuriser la conception par l'identification des procédés techniques non courantes de construction nécessitant l'établissement d'ATEX ou d'avis technique. Il s'agit là de confronter les choix (matériaux et techniques de pose) de la maîtrise d'œuvre aux contraintes réglementaires et aux hypothèses générales structurelles (sécurité incendie et solidité). Il est également attendu du contrôleur technique d'être un facilitateur auprès des assurances et de soutenir le projet.

Enfin, en phase chantier, il sera demandé au contrôleur technique de suivre la qualité de mise en œuvre et des autocontrôles des entreprises.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTROLE

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution, ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

Le contrôle intervient pendant la conception (phases APD (dont PC), PRO/DCE, VISA) et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du contrôleur technique pourront être demandées par la personne responsable du marché. Pendant l'exécution des ouvrages, le contrôleur technique assistera à toutes les réunions de chantier ou sa présence s'avère nécessaire et effectuera un certain nombre de visites inopinées.

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique et approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le CCTG.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler immédiatement à la personne responsable du marché ;
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler à la personne responsable du marché les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- La personne responsable du marché prendra les dispositions nécessaires pour :
- Informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat.
- Donner au contrôleur technique copie du permis de construire, s'il y a lieu.

ARTICLE 4 – ACTES TECHNIQUES CORRESPONDANT AUX PHASES D'INTERVENTION DU CONTRÔLE TECHNIQUE (suivant annexe A – norme NFP 03-100)

4.1 - DEFINITION

L'article 11 du CCTG est complété par les dispositions prévues au point 2 ci-après.

4.2 - PHASES D'INTERVENTION

Réalisation des prestations définies dans les phases suivantes :

Phase examen des documents de conception :

- Examen de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public et avis ;
- Examen des résultats des études préliminaires et avis ;
- Examen des documents techniques du projet en phase PRO/DCE et établissement du rapport initial de contrôle technique (RICT) ;
- Participation aux réunions de mise au point techniques à l'initiative du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Phase examen des documents d'exécution :

- Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;
- Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- Participation à des réunions de mise au point technique.

Phase examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle

- Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du Code civil pour les ouvrages et éléments soumis au contrôle et avis ;
- Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle et avis ;

- Participation à des rendez-vous de chantier et visites inopinées.

Phase préalable à la réception

- Vérifications finales réglementaires et établissement du rapport final de contrôle technique (RFCT) ;
- Établissement de l'attestation de conformité handicapés.

Phase examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

- Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement ;
- Pour l'exécution de cette phase, le Maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITE

La responsabilité du contrôleur technique est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens. Elle fait l'objet, dans les limites de la mission confiée et pour les ouvrages et équipements visés aux articles 1792 et 1792-2 du code civil, de la présomption édictée par l'article L111-24 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 6 - RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer, au cours de l'exécution du marché, les avis prévus à l'article 10 du CCTG.

Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement à au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie.

ARTICLE 8 – MODE ET DELAI DE REMISE DES DOCUMENTS

8.1 Mode de remise des documents

Les documents remis par le contrôleur technique dans le cadre de sa mission seront transmis en fonction des destinataires (Maîtrise d'œuvre, entreprises, autres), par voie électronique en fichiers word, excel ou pdf.

Les documents seront également transmis le jour même en format papier, par courrier, au représentant du maître d'ouvrage.

8.2 Délais de remise des documents

Les délais sont définis en jours calendaires.

- Rapports sur APD (dont PC), PRO/DCE (rapport initial) : 7 jours après réception des documents
- Avis sur documents d'EXE : 7 jours après réception de chaque document
- Rapport final : 7 jours avant réception des travaux
- Attestation de conformité handicapés : 7 jours avant réception des travaux

ARTICLE 9 – COUT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Le coût prévisionnel des travaux est estimé à 1.154 M € HT stade programmation.

ARTICLE 10 – CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Date prévisionnelle de début de prestations de conception : Octobre 2024

Date prévisionnelle de début des travaux (hors phase de préparation) : 1^{er} Mai 2025

Livraison prévisionnelle : Mi-Décembre 2025

Ces délais prévisionnels sont donnés à titre indicatif.
